



## Assemblée générale

Distr. générale  
22 octobre 1997

Original : français

Cinquante-deuxième session  
Point 112 c) de l'ordre du jour  
Questions relatives aux droits de l'homme : situations relatives  
aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs  
et représentants spéciaux

## Situation des droits de l'homme en Haïti

### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Lors de sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/110, s'étant félicitée de l'amélioration observée dans la situation des droits de l'homme en Haïti, a pris acte du rapport de M. Adama Dieng, Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'apporter une assistance au Gouvernement haïtien dans le domaine des droits de l'homme et d'étudier l'évolution de la situation dans le pays à cet égard (E/CN.4/1996/94). L'Assemblée s'est félicitée que le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat ait élaboré un programme de coopération technique destiné à renforcer la capacité institutionnelle d'Haïti dans le domaine des droits de l'homme et a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur l'exécution de ce programme.

2. Par ailleurs, la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, tenant compte du rapport de l'Expert indépendant (E/CN.4/1997/89), a adopté la résolution 1997/52, entérinée par la décision 1997/262 du Conseil économique et social, par laquelle elle a prié le Gouvernement haïtien d'adopter un programme d'éducation civique destiné à promouvoir la confiance entre la population et la police nationale. En outre, la Commission a appuyé le processus de réforme du système judiciaire et a souligné son

caractère prioritaire dans le cadre de l'aide bilatérale et multilatérale de la communauté internationale, en particulier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La Commission a par ailleurs accueilli avec satisfaction la mise en place d'un programme de coopération technique élaboré par le Centre pour les droits de l'homme en vue de renforcer la capacité institutionnelle dans le domaine des droits de l'homme, a prié le Secrétaire général de présenter à la Commission, lors de sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de ce programme, et a invité l'Expert indépendant à rendre compte à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session et à la Commission à sa cinquante-quatrième session de l'évolution de la situation des droits de l'homme en Haïti.

3. Le présent rapport contient des informations sur la mise en oeuvre du programme de la coopération technique en matière de droits de l'homme, conformément aux dispositions des résolutions ci-dessus mentionnées. Ce rapport est complémentaire à celui soumis par l'Expert indépendant sur l'évolution de la situation en matière de droits de l'homme dans le pays (A/52/499).

## II. Mandat et activités

4. Un projet de coopération technique pour le renforcement des capacités des structures politiques et parapolitiques dans le domaine des droits de l'homme a été élaboré par le Centre pour les droits de l'homme en étroite collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires, en particulier la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH) et le PNUD.

5. Le projet tend, d'une part, à former les grands corps de l'État dans le domaine des droits de l'homme; d'autre part, à vulgariser les droits de l'homme dans l'ensemble du corps social au moyen de l'éducation civique, conformément à l'option gouvernementale. Il vise aussi à apporter un concours aux autorités nationales dans la refonte du droit criminel haïtien par l'intégration des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

6. Plus précisément, le projet envisage l'organisation, à l'École de la magistrature, de deux séminaires de formation à l'éducation aux droits de l'homme à l'intention des associations de droits de l'homme et des délégués régionaux. Il faut entendre par délégués régionaux des leaders communautaires sélectionnés selon des modalités convenues entre le Ministère de la justice, les membres du Parlement et le Centre pour les droits de l'homme. Les délégués régionaux désignés par des élus parlementaires formeront le noyau primitif de formateurs qui essaïmera la formation en droits de l'homme à la base, notamment au niveau des circonscriptions électorales. Par l'effet d'entraînement, ces délégués régionaux animeront à leur tour la campagne d'éducation civique qu'envisage de lancer le Gouvernement à l'intention de l'ensemble de la population, de sorte que cette dernière pourra participer, en pleine connaissance de cause, à la vie politique du pays. L'importance de la tradition orale et le niveau élevé de l'analphabétisme imposent une méthodologie adaptée aux réalités locales.

7. L'apport du projet au niveau de la réforme de la législation criminelle consiste spécifiquement à adapter les dispositions du nouveau droit criminel haïtien à celles contenues dans les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

8. La mise en oeuvre du projet vient aussi opportunément consolider les actions de coopération menées par d'autres organes ou groupements du système des Nations Unies, telles que l'assistance en gouvernance du PNUD, ainsi que les activités multiformes conduites par la MICIVIH. La formation dont bénéficieront les délégués régionaux attestera de la complémentarité des actions entre le PNUD et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

9. Il convient de noter qu'une première composante du projet a déjà été réalisée à la fin de 1995 consistant en la prise en charge, par le Centre pour les droits de l'homme, d'un des trois membres de la Commission nationale de vérité et de justice, créée par le Président de la République d'Haïti en mars 1995. Cette commission avait pour mandat d'établir la vérité sur les graves violations des droits de l'homme commises entre le 29 septembre 1991 et le 15 octobre 1994.

10. Le projet de document révisé a été signé par le Haut Commissariat et le Gouvernement haïtien en juin 1997. Le projet décrit dans les paragraphes 5 à 7 ci-dessus est actuellement dans sa phase de mise en oeuvre.

11. Dans l'intervalle, le Centre pour les droits de l'homme a initié la préparation des programmes de formation, prévue dans le cadre du projet, et a fourni des services consultatifs ponctuels. Ainsi, il a participé à des programmes de formation du PNUD, aux travaux du Groupe consultatif de la Banque mondiale pour Haïti et à la Commission préparatoire du droit et de la justice, créée par le Gouvernement haïtien pour améliorer le fonctionnement du système judiciaire. Il a participé aux travaux du colloque international organisé par la MICIVIH sur le thème «Remarques liminaires sur l'acte constitutionnel». De plus, des contacts avec les organisations non gouvernementales ont été établis et une analyse de leurs activités a été élaborée. Les associations qui pouvaient être invitées à participer au cours de formation projeté ont également été identifiées.

## III. Conclusions

12. Plusieurs organismes des Nations Unies exécutent en Haïti des projets de coopération technique dans le domaine de la promotion des droits de l'homme. C'est le cas de la MICIVIH, qui assure, entre autres, la formation en droits de l'homme et la surveillance de leur observation, et la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH) qui a le mandat de former la police nationale d'Haïti. Le PNUD, qui fonctionne en étroite relation avec le Représentant spécial du Secrétaire général et sa mission, s'est orienté vers le renforcement des capacités nationales, en particulier dans le domaine pénitencier et judiciaire, et favorise un travail coordonné de la part de l'ensemble du système des Nations Unies. Le Haut Commissariat, auparavant Centre pour les droits de l'homme, a soutenu la Commission de justice et de vérité et se charge, en coopération avec le PNUD et la MICIVIH, de la formation en matière de droits de l'homme au niveau des structures de base (éducation civique et formation de la société civile) et de l'appui à la révision de la législation pénale.

13. Dans ce contexte, le projet du Haut Commissariat apporte une complémentarité aux actions menées par les différentes organisations et programmes des Nations Unies en Haïti et s'intègre dans l'action globale des Nations Unies pour appuyer les efforts du Gouvernement pour la restauration de l'état de droit, la reconstruction et le développement.

---